

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 03/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Carrières & Matériaux Nord Est

44 boulevard de la Mothe
54000 Nancy

Références : UID257090/SPR/BB/2024-0924A
Code AIOT : 0005904207

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 dans l'établissement Carrières & Matériaux Nord Est implanté RD13 (Lieu-dit Creux de Leu) 25320 Osselle-Routelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières & Matériaux Nord Est
- RD13 (Lieu-dit Creux de Leu) 25320 Osselle-Routelle
- Code AIOT : 0005904207

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière en eau de matériaux alluvionnaires silico-calcaire associée à une installation de traitement des matériaux. Une autorisation a été délivrée le 23 janvier 2013 pour une durée de 16 ans. Le tonnage autorisé est de 138 000 t/an en moyenne (150 000 t/an au maximum). Les installations de traitement des matériaux sont autorisées pour une puissance maximale de 700 kW.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Aménagements	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Phasage	Arrêté Préfectoral du 23/01/2013, article 19	Demande d'action corrective	6 mois
7	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 29.1	Demande d'action corrective	6 mois
8	Rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 29.3	Demande d'action corrective	3 mois
10	Limitation de l'émission et de l'envol des poussières	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 30	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
12	Trafic de poids lourds	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 27	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 27/10/2015, article 4	Sans objet
2	Niveaux de production	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 3	Sans objet
5	Modalités d'extraction	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 17	Sans objet
6	Plan de la carrière	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 28	Sans objet
9	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 29.6	Sans objet
11	Bruit	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 31	Sans objet
13	Commission de suivi	Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que les modalités d'extraction des matériaux de la carrière sont respectées. La carrière était actuellement exploitée à un niveau inférieur à la production prévue. Le phasage est en retard et la phase 2 va bientôt débiter.

Avant le démarrage de la phase 2, il est attendu des éléments géotechniques de la part de l'exploitant quant à la stabilité de la digue, et dans un second temps sur la nécessité ou non d'un renforcement de celle-ci.

Enfin, l'exploitant doit réutiliser les eaux provenant des bassins de décantation afin que l'eau utilisée pour le lavage des matériaux soit en circuit fermée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2015, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières devant être constitué, sur la base de l'indice TP01 de 103,6 d'avril 2015, afin d'assurer la remise en état de la carrière doit être au moins égal à Phase 2 : 107 950 € ; Phase 3 : 53 073 €
Constats : L'exploitant dispose d'une attestation de garanties financières valable jusqu'au 23/01/2028, pour un montant de 157 765 €.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Niveaux de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Prescription contrôlée : Le volume total de matériaux autorisé à extraire est estimé à 1029820 m3 de gisement, soit 1 930 000 tonnes. La quantité annuelle moyenne autorisée à extraire est de 138 000 tonnes avec un maximum de 150 000 tonnes de silico-calcaire commercialisable sur la durée de chaque phase prévue à l'article à 11.1 ci-après. Les produits de la découverte et les stériles sont utilisés sur le site en vue de sa remise en état et pour le réaménagement du bassin de l'Orme.
Constats : L'exploitant déclare ses niveaux de production sur la plateforme GEREP. La production est inférieure à la moyenne annuelle.

N° 3 : Aménagements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Carrière

Prescription contrôlée :

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière et avant le début de certaines tranches de travaux, l'exploitant est tenu d'établir :

- une consigne pour la gestion de l'exploitation en période de risque de crue conduisant à l'inondation du site d'extraction prescrite à l'article 17.6 ;
- une rampe enherbée visée à l'article 18;
- des piézomètres tels que définis à l'article 29.7 du présent arrêté
- une convention avec Voies Navigables de France comportant les modalités précises de la définition du projet, de son approbation, du suivi et du contrôle de sa mise en œuvre, de la transmission d'un dossier de recollement des travaux ainsi que, de la surveillance et l'entretien du pied de l'ouvrage coté exploitation
- des bornes de nivellement permettant la mesure de la cote NGF des terrains;
- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et le périmètre d'extraction ;
- une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation qui enfermera la nouvelle tranche des travaux. Cette clôture ne sera interrompue qu'au niveau de l'accès par une barrière qui sera fermée en dehors des périodes effectives d'exploitation;
- un plan de circulation à l'intérieur de la carrière.

Constats :

Le dossier d'autorisation prévoit la réalisation d'un confortement de la digue du canal situé au nord de la carrière sur un linéaire d'environ 320 m. Ces travaux doivent être réalisés en accord avec VNF dans le cadre d'une convention. Il était prévu que les travaux soient réalisés dans les 5 premières années d'exploitation, soit avant le démarrage de la phase 2.

La convention avec VNF a été signée le 7 octobre 2014. Toutefois les travaux de confortement de la digue n'ont pas été réalisés.

L'exploitant a indiqué qu'il avait des doutes sur la pertinence technique et la nécessité de ces travaux, d'autant plus du fait qu'une ripisylve composée de grands arbres est présente au niveau de la digue. Les travaux nécessiteraient donc la destruction de celle-ci. L'exploitant a indiqué qu'il avait eu des échanges avec VNF sur ce sujet.

L'exploitant propose de faire réaliser une étude géotechnique afin d'apporter des éléments sur le besoin ou non de réaliser des travaux de confortement de la digue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre des éléments techniques à l'inspection concernant la stabilité de la digue et le besoin ou non de réaliser des travaux de confortement du fait de l'impact de l'exploitation de la gravière.

Le démarrage de l'exploitation du gisement de la phase 2 est subordonnée à la production d'éléments techniques démontrant l'absence d'impact de l'exploitation sur la tenue de la digue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2013, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Prescription contrôlée : L'exploitation est réalisée sur 16 ans répartis en 4 phases dont 3 quinquennales et une d'une année pour finir la remise en état (voir plans en annexe 2 à 5) : <ul style="list-style-type: none"> Phase 1 : La première année est consacrée au réaménagement de la berge du bassin de l'Orme, nécessitant le décapage d'environ 3 années d'exploitation_ L'extraction débute au niveau de la rampe enherbée pour se diriger vers l'amont hydraulique. Phases 2 et 4 : L'exploitation longe la limite amont d'extraction puis le canal avant de revenir vers l'aval hydraulique.
Constats : L'exploitation est en retard par rapport au phasage prévu. La phase 1 va se terminer et la phase 2 va bientôt commencer. Une partie du gisement de la phase 1 n'a pas été exploitée du fait de la présence de vestiges archéologiques. Concernant la phase 2, l'exploitant souhaite modifier la zone devant être exploitée, afin d'extraire en premier une zone plus centrale et plus éloignée de la digue, à la place de la zone longeant la digue du canal.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit déposer un rapport à connaissance concernant la modification du phasage d'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Modalités d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Prescription contrôlée : 17.1 - L'extraction se fait en eau et au moyen d'une pelle mécanique adaptée ou d'une dragueline. 17.4 - Les bords supérieurs de l'excavation, sont tenus à une distance horizontale d'au moins - 10 m pour la partie longeant le canal,

<p>- 30 m le long de la RD 13, -100 à 130 m le long du Doubs, - 10 à 100 m le long du bassin de l'Orme, des limites du périmètre d'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques (Voir annexe 1). Le respect des distances minimales de protection, définies ci-dessus, interdit que soient pratiquées, dans les intervalles fixés, des prélèvements de matériaux suivis de remblaiements visant à reconstituer les dites banquettes. 17.6- Aucune extraction n'est réalisée en période d'inondation ou de risque d'inondation du site d'extraction. Une consigne est rédigée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, aucune extraction n'était en cours. L'exploitant a indiqué que l'extraction se déroulait en période de basses eaux, sur une période d'environ deux mois. Le plan topographique de la carrière montre que les bords de l'excavation respectent les distances fixées à l'article 17.4 de l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Plan de la carrière

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 28</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Carrière</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les bords de l'excavation, - les zones remises en état, - les stockages provisoires des terres et matériaux de recouvrement. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le dernier plan de la carrière. Celui-ci date du 05/10/2023. Il comporte l'ensemble des informations requises.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Prélèvements d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 29.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Il n'y a pas de prélèvement, ni d'utilisation d'eau de procédé dans le cadre de l'extraction au sein de la gravière.

L'eau de procédé utilisée dans l'installation de traitement des matériaux l'est en circuit fermé. Les fines provenant des bassins de décantation de ce dispositif de recyclage sont valorisées au travers de la remise en état du site.

Les seuls prélèvements autorisés portent sur les appoints d'eau nécessaires au fonctionnement de l'installation de traitement précitée pour un débit d'environ X m³/jour. Ces prélèvements sont réalisés dans le bassin.

Les ouvrages de prélèvement sont équipés de dispositifs de mesure totalisateurs et d'un dispositif de disconnexion afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation (eaux de nappe ou distribution d'eau potable). Un exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables.

Constats :

L'exploitant a transmis une note comprenant le bilan des prélèvements d'eau, un schéma des circuits d'eau ainsi qu'un plan d'économie en cas de sécheresse.

L'eau prélevée est utilisée quasi exclusivement pour le lavage des matériaux. Le schéma est le suivant : l'eau est prélevée dans l'étang de la Corvée (ancienne gravière reconvertie en bassin de baignade), elle est utilisée dans l'installation de lavage des matériaux, puis récupérée en sortie d'installation pour être envoyée vers 3 bassins de décantation successifs. Après décantation, une tuyauterie permet le rejet des eaux depuis le dernier bassin vers l'étang de Morbier (gravière en fin de remise en état mais toujours en périmètre ICPE à ce jour). Les étangs de la Corvée et de Morbier font partie de la même masse d'eau (FRDG306 Alluvions de la vallée du Doubs).

L'exploitant effectue un relevé mensuel du compteur de prélèvement des eaux. La fréquence est augmentée en cas de sécheresse.

Les prélèvements pour l'année 2023 sont de 118 745 m³. Le bilan de l'exploitant sur plusieurs années fait état d'une augmentation des quantités prélevées à partir de 2021, due à la nécessité d'effectuer un lavage plus important des matériaux.

Ainsi, le schéma de circulation d'eau montre que l'eau utilisée pour l'installation de lavage n'est pas en circuit fermé, comme prévu par l'article 29.1 de l'arrêté d'autorisation.

Il est à noter que l'arrêté préfectoral ne fixe pas de limite pour le prélèvement journalier (il est indiqué un prélèvement de "X" m³/jour). Toutefois l'article 23 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif à la rubrique 2515 de la nomenclature ICPE limite les prélèvements d'eau à 200 m³/h et 200 000 m³/an pour les installations dont la puissance est supérieure à 550 kW.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place des dispositions techniques afin que l'eau utilisée pour le lavage des matériaux soit en circuit fermé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Rejets d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 29.3
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;• la température est inférieure à 30 °C ;• les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T90 105)• la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) à une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90101);• les hydrocarbures totaux ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114). Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.
Constats : L'exploitant effectue une mesure annuelle des rejets d'eaux en sortie des bassins de décantation. La dernière mesure a été réalisée le 11/05/2023. Les résultats sont inférieurs aux valeurs limites d'émission. L'exploitant effectue une mesure annuelle des rejets d'eaux en sortie du séparateur hydrocarbures. La dernière mesure a été réalisée le 11/05/2023. Les résultats sont inférieurs aux valeurs limites d'émission, sauf pour les matières en suspension, qui présente une concentration de 250 mg/l.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit analyser les causes du dépassement en matières en suspension en sortie du séparateur hydrocarbures et mettre en œuvre des actions correctives.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 29.6
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : a) Paramètres et fréquence Les piézomètres de contrôle prescrits à l'article 29.5 font l'objet de relevés réguliers et d'analyses des paramètres fixés ci-après :

1. hauteur d'eau,
2. température, pH, oxygène dissous, DBO5, DCO, matières en suspension totale, conductivité,
3. hydrocarbures totaux COT
4. sodium, calcium, hydrogénocarbonates, magnésium, potassium, chlorures, sulfates, nitrates, nitrites,
5. fer, manganèse, arsenic cadmium, chrome, mercure, nickel, plomb, zinc
6. hydrocarbures totaux et phénol

aux frais du titulaire de la présente autorisation. Il en est de même pour le prélèvement dans le plan d'eau en cours d'exploitation. Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons sont conformes aux recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31-615 de décembre 2000. Les analyses sont effectuées par un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement.

Ce suivi est complété par la pose et le suivi d'échelles limnimétriques dans chaque bassins en eau et par des mesures du niveau des eaux du Doubs. La fréquence de ces mesures est semestrielle (hautes eaux et basses eaux) pour ce qui concerne les analyses et mensuelle pour ce qui concerne les relevés de niveaux d'eau. Les piézomètres situés à l'intérieur du village sont dispensés des analyses physico-chimiques.

Constats :

L'exploitant a transmis les éléments concernant le suivi physico-chimique effectué au niveau des piézomètres.

Les prélèvements et analyses sont réalisés deux fois par an, en période de hautes eaux et en période de basses eaux.

L'exploitant fait analyser par un laboratoire l'ensemble des paramètres requis.

L'analyse des résultats pour l'année 2023 ne montre pas d'anomalies. L'exploitant a défini des seuils d'alerte pour les différents paramètres.

L'exploitant a également présenté lors de la visite le suivi réalisé mensuellement des niveaux d'eaux. Ce suivi n'appelle pas de remarques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Limitation de l'émission et de l'envol des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 30

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

30.3 - Émissions produites par les installations de traitement

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible. Les installations sont placées sous bâtiment. Les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées puis recyclées dans la production des sables. Les périodes de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquelles les teneurs en poussières des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus doivent être d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures.

<p>30.4 : Périodicité des contrôles</p> <p>La fréquence des contrôles est annuelle. Les contrôles permettent de déterminer : les concentrations, les débits et les flux de poussières des émissions gazeuses. Ces contrôles sont effectués selon des méthodes normalisées et par un organisme agréé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis l'incendie du bâtiment survenu sur le site en 2020, les installations de traitement ne sont plus sous bâtiment.</p> <p>De plus, il n'y a plus d'activité de concassage sur le site d'Osselle. Les matériaux qui nécessitent un concassage sont transférés vers la carrière de Chemaudin. Il ne subsiste donc à Osselle que des activités de lavage et criblage qui génèrent peu de poussières.</p> <p>La prescription de l'arrêté préfectoral n'est donc plus adaptée à la réalité du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra dans un dossier les précisions quant aux modifications réalisées sur les installations de traitement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 11 : Bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 31</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit faire réaliser à ses frais à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation et à chaque changement de phase d'exploitation, une campagne de mesures des émissions sonores de son établissement par une personne ou un organisme qualifié.</p> <p>Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.</p> <p>Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport des dernières mesures des niveaux sonores. Les mesures ont été réalisées le 06/06/2023. Une mesure a été faite en limite de site, et trois mesures ont été faites au niveau de zones à émergence réglementée (ZER).</p> <p>Les résultats montrent des valeurs conformes au niveau de deux ZER (émergence de 1,5 dB (A) et 0,5 dB(A) pour une limite de 5 dB(A)). Pour la troisième ZER, l'émergence mesurée est de 27 dB (A) ; le bureau de mesure explique cette forte valeur par l'utilisation par les riverains de matériels thermiques (debroussailleuse) ayant perturbé la mesure.</p>

<p>Les résultats en limite de site montrent une valeur de 71,5 dB(A) pour une limite de 70 dB(A). Le rapport indique que le point de mesure est situé en bordure de la RD 13 avec un passage de véhicules important. Le bureau d'études préconise l'utilisation de la L_{50} au lieu de la La_{eq} pour prendre en compte le passage de véhicules. Dans ce cas, la valeur en limite de site est de 68,5 dB(A).</p> <p>Il est à noter qu'aucune plainte n'a été reçue par la DREAL, ni par l'exploitant concernant les nuisances sonores.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant pourrait envisager d'effectuer une mesure en limite du site plus éloignée de la RD13.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Trafic de poids lourds

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Carrière</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au départ de la carrière d'OSSELLE, le mode de transport des matériaux se fait par voie routière. Afin de limiter les nuisances et les risques induits par la circulation des véhicules desservant la carrière d'OSSELLE, le nombre de rotations de camions affrétés (PTAC supérieur à 3,5 tonnes) est limité en sortie de carrières à 13 aller-retour par jour en moyenne annuelle.</p> <p>L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées un registre sur lequel sera répertorié le nombre de camions par jour, entrant et sortant de la carrière.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un registre de suivi du nombre de camions entrant et sortant de la carrière.</p> <p>Concernant le nombre d'aller-retour en moyenne, le dossier d'autorisation indiquait que 50 % des granulats étaient évacués par des artisans à l'aide de véhicules légers, et 50 % évacués par camion. Le nombre de 13 aller-retours en moyenne a été calculé sur la base d'un chargement moyen de 25 tonnes par camion.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a transmis un bilan du nombre de rotations journalières moyenne sur les années 2020 à 2024. Le nombre moyen de rotations est compris entre 11,9 et 15,6. Pour 2024, il est actuellement de 12,6.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit suivre le nombre de rotations de camions ayant un PTAC supérieur à 3,5 tonnes.</p> <p>L'exploitant doit respecter le nombre moyen de rotations de camions sur l'année ou demander une modification de cette prescription.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Commission de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2013, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une commission de suivi de la carrière se réunira annuellement sur le site d'OSSELLE à l'initiative de l'exploitant selon l'avancement du chantier ou des difficultés éventuellement rencontrées. Cette commission est principalement composée des représentants des divers organismes ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Société Granulats du Doubs - Commune d'OSSELLE, - Association(s) locale(s) - DREAL, - Préfecture, - Tout organisme ou instance jugés nécessaires.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas organisé de commission de suivi de sites. Il est en relation régulièrement avec la commune, et des associations locales, qui n'ont pas émis de besoin en ce sens. Pour autant, dans le cadre d'une convention avec la LPO avec mise en place d'un plan de gestion sur le site, une commission de suivi est prévue en octobre. Celle-ci pourra également aborder le suivi de la carrière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite